

Remarques préliminaires :

La région des grands lacs a un sort particulier dans le champ de l'africanisme : c'est la virulence des débats qu'elle suscite. Sont en jeu un espace géographique qui a fasciné (de la quête des "sources du Nil" à l'imagerie de "la Suisse de l'Afrique"), des cultures originales, une histoire politique vieille de plusieurs siècles, mais surtout une évolution contemporaine agitée, souvent violente, presque toujours controversée, des implications étrangères fortes, beaucoup de projections idéologiques depuis le début du siècle, impliquant des débats proprement scientifiques, des présupposés idéologiques et des implications morales.

Le génocide rwandais, du moins pour ceux qui connaissent la région, n'a pas fait surgir les questions dans un ciel serein. Il apparaît comme le révélateur tragique d'un piège de tensions et d'options portées à l'extrême. Il exige qu'on réfléchisse sur la logique, ou les logiques, qui y ont conduit. Il implique des enjeux politiques et culturels qui vont bien au delà du simple fait d'être hutu ou tutsi. Mais cette réflexion nécessaire est confrontée à deux discours réducteurs, plus ou moins encombrés de polémiques :

- Le cliché naturaliste : Hutu et Tutsi seraient comme deux espèces humaines vouées à s'entredéchirer en vertu d'un atavisme irrépessible. Ce cliché se double en général d'un manichéisme pseudo-moral consistant à identifier en bloc les bons et les méchants, ceux qui seraient à admirer et ceux qui seraient à condamner selon leur naissance (le choix pouvant varier selon les moments et les sympathies). Dans cette vision des choses, toute critique des acteurs ou des stratégies relevant d'un groupe fait étiqueter ses auteurs comme amis a priori de l'autre groupe, comme si critiquer tel aspect de la politique d'Israël serait antisémite, ou critiquer les Palestiniens serait un signe de sionisme : le journaliste qui décrit les représailles de la gendarmerie dans le quartier de Buyenzi à Bujumbura en mars 95 serait a priori prohutu, tandis que celui qui ferait une investigation sur le réarmement actuel des milices hutu rwandaises au Zaïre serait a priori protutsi !. Si on devait en restait à ces fausses évidences, d'allure ethnographique, mieux vaudrait ne pas se réunir pour tenter de comprendre le génocide rwandais. On ne ferait en fait qu'en paraphraser la logique, comme si les obsessions qui se sont emparé des populations de cette région d'Afrique devaient "se propager dans les milieux étrangers qui s'y

intéressent", pour reprendre la conclusion du remarquable article sur "les prophètes de malheur" publié dans *Le Monde* du 6 avril dernier par le délégué spécial de l'Onu à Bujumbura, M. Ould Abdallah.

• L'économisme : les aspects démographiques et socio-économiques constituent certes le terreau incontournable du déchaînement de la violence (comme en Allemagne en 33)¹ et devraient donner lieu à d'autres débats. Mais les situations de densités fortes et de frustrations socio-économiques aiguës ne manquent pas : elles ne débouchent pas inévitablement sur des projets d'extermination de catégories entières de la population définies par la naissance (des bébés aux vieillards et de conditions sociales concrètes totalement différentes). La spécificité de la violence génocidaire mérite donc une approche ad hoc, sur le plan juridique, historique, politique et philosophique, qui explique l'option comparatiste, que nous avons choisie ici à l'issue de plusieurs séminaires tenus à l'Université de Nanterre autour du professeur Raymond Verdier. Un génocide est chaque fois unique, mais sa singularité (notamment la personnalité respective des victimes et celle des bourreaux) n'exclut pas l'exemplarité, les échos avec les autres situations de génocide, sans que l'on cède à aucune tentation de laxisme dans les définitions.

L'importance de la dimension idéologique doit être soulignée. Le problème est de comprendre comment tant de gens sont morts, mais aussi comment tant de gens (de conditions sociales également variées) sont devenus des tueurs organisés. C'est en quelque sorte l'adhésion au crime qui appelle des réponses.

On retrouve, dans un autre contexte, le débat qui a occupé entre autres les historiens allemands dans les années 1980, sur l'articulation, entre d'une part le projet d'exclusion d'une catégorie de la population et d'autre part les processus concrets qui débouchent sur une extermination de fait. De *Mein Kampf* à Auschwitz, le parcours n'est pas simple, mais le choix de l'extermination des Juifs en 1941, même s'il se situe en pleine guerre mondiale, serait incompréhensible sans le fanatisme idéologique entretenu depuis les années 30 et les surenchères de la propagande qui en a découlé de manière obsessionnelle.

En fait la dimension idéologique est fondamentale dans chaque génocide, elle est au coeur des comportements (actifs ou complices). Elle se prolonge de

¹ Sur les débats concernant les conditions et la logique de la mise en oeuvre du système nazi, voir notamment : Pierre AYCOBERRY, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Le Seuil, 1979 et Norbert FREI, *L'Etat hitlérien et la société allemande, 1933-1945* (préface de Henry Rousso), Paris, Le Seuil, 1994.

manière significative dans les négationnismes : aujourd'hui les courants qui s'emploient à banaliser ou à justifier le génocide rwandais, refusent du même coup la mise en cause du processus idéologique et politique qui l'a précédé et préparé. Rares sont les partenaires occidentaux du Rwanda qui, tel le pasteur allemand Herbert Keiner (en novembre 1992 dans la *Frankfurter Rundschau*), analysent les motifs de leur aveuglement sur la nature du régime Habyarimana.

Les grands thèmes de la propagande du génocide :

L'analyse de la presse extrémiste rwandaise de 1990 à 1994 (notamment du bimensuel *Kangura*) et des émissions de la RTLM (Radio-télévision libredes mille collines) d'avril à juillet 1994, à laquelle je contribue actuellement en association avec l'association *Reporters sans frontières* , révèle notamment trois grands axes de propagande :

- la priorité de l'appartenance dite ethnique -hutu ou tutsi- dans la définition identitaire.
- la légitimation d'un véritable conflit racial : diabolisation des Tutsi, définition totalitaire d'un pouvoir hutu.
- la normalisation d'une culture de la violence.

Chacun de ces grands thèmes connaît une sorte d'exacerbation au cours de la crise rwandaise, mais s'enracine aussi dans une idéologie vieille de plusieurs décennies. C'est l'objet de ce bref exposé.

1) la priorité ethnique :

Quelques citations caractéristiques illustreront d'abord cet axe idéologique :

"La guerre que nous menons est celle des Batutsi qui s'attaquent aux Bahutu. Pour la gagner dans l'opinion et sur le terrain, que les uns aillent d'un côté, les autres d'un autre... Mais continuer de mélanger des choses qui ne se mélangent pas, cela ne nous mènera à rien" (*Kangura*, mars 1991).

"Redécouvrez votre ethnie...Vous êtes une ethnie importante du groupe bantou. La nation est artificielle, mais l'ethnie est naturelle..." (*Kangura*, 1992).

"... Il y a des réalités auxquelles on ne peut échapper sauf quand on veut jouer de la dissimulation comme par exemple changer d'ethnie. Dès qu'on te découvre, tu es confus et tes frères n'hésitent pas à te traiter de chien... Tu peux appartenir à une ethnique sur les papiers, mais dans quelle veine

puiseras-tu le sang de cette ethnie que tu prétends la tienne?"
(*Murwanashyaka*, organe du MRND, avril 1991)

Ces extraits reflètent le schéma des "deux peuples", théorisé et mis en pratique sous la colonisation, c'est-à-dire la racialisation du clivage qui distinguait Hutu et Tutsi au sein de l'ancienne société rwandaise, la cristallisation de véritables "classes sociales-ethniques" (pour reprendre l'expression de Claudine Vidal²), l'officialisation de l'inégalité au nom de ce qu'on pourrait appeler un "ethnisme scientifique", la projection sur un passé éternel de la situation de l'époque coloniale et la légitimation des différences par un récit mythique d'invasions plus ou moins récentes faisant se superposer un socle dit "bantou" (les Hutu) et une strate d'envahisseurs et prétendus civilisateurs dits "hamites" (les Tutsi). Tout cela relève de la raciologie africaniste du début du siècle. La note de Serge Tornay sur "l'hypothèse hamitique" en rappelle les traits essentiels pour la région des grands lacs. Tout le monde est d'accord, du moins dans des contextes académiques, sur ce remodelage socio-culturel³. De ce point de vue aussi l'évolution de la presse belge depuis plusieurs années est impressionnante, je pense à tel article du *Soir* de Bruxelles définissant ironiquement l'ancien régime rwandais comme un "racisme de bon aloi".

Mais la priorité de l'antagonisme "originel" est restée une chose "bonne à penser" et aussi à manipuler, à la fois une sorte de hantise et un bon outil politique pour des factions décidées à l'utiliser. Cet imaginaire racial a été repris au Rwanda et au Burundi après les indépendances, aussi bien par des Hutu que par des Tutsi. L'hostilité des racistes aux acquis de la critique historique est de ce point de vue très significative. En 1986 Emmanuel Ntezimana, un historien rwandais dénonce dans une leçon inaugurale du campus universitaire de Ruhengeri "l'absurdité de certains débats de la part de gens dits lettrés, qui visent à réclamer ou à s'appropriier exclusivement les civilisations et les héritages antérieurs... par exemple les vaches, les tambours, le fer..."⁴. La réponse ne tarde pas. Dans son numéro de novembre 1990, le périodique extrémiste hutu *Kangura*, polémique contre le rapport d'une "Commission de synthèse" rédigé

² *Sociologie des passions*, Paris, Karthala, 1991, p. 35. Voir aussi Jean-Loup AMSELLE et Elikia M'BOKOLO (éds.), *Au coeur de l'ethnie*, Paris, La Découverte, 1985, pp. 129-184. et, sur la situation parallèle du Burundi, Jean-Pierre CHRETIEN, *Burundi. L'histoire retrouvée*, Paris, Karthala, 1993, pp. 311-492.

³ Chez certains cela va jusqu'à recopier des arguments et "découvrir" des sources qu'ils rejetaient auparavant par a priori politique, toute critique de la genèse de l'ethnisme contemporain étant étiquetée "idéologie tutsi"....

⁴ *Etudes rwandaises*, n° 4, juillet 1987, publié en fait au début de 1990.

par des intellectuels et qui, inspiré notamment par cet historien démocrate, parlait, du "peuple-nation rwandais", vieux d'un millénaire :

"Dans l'histoire [*mateeka*] du Rwanda les premiers arrivants sont les Batwa (Pygmoïdes) qui se consacraient à la chasse et à la cueillette; ensuite sont arrivés les Bahutu (Bantous) qui ont défriché la forêt pour y cultiver et qui ont établi une organisation sociale ; enfin sont venus les Batutsi (Nilotiques, Ethiopides) qui se consacraient à l'élevage. Pourquoi veut-on changer notre histoire ? Qui aurait le droit de changer l'histoire du pays?"]

En Europe même, notamment dans la presse, tout se passe comme si la reprise des discours ethnistes du "sang et du sol" répondait à une ethnographie allant de soi et comme si les "informateurs" les plus racistes étaient les plus représentatifs. Cette vision explique largement les quiproquos et même l'aveuglement de nos médias sur la nature du génocide rwandais en avril-mai 1994. Or les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères, aiment à rappeler les historiens, confrontés à la question pseudo-naïve des origines...

2) La légitimation d'un conflit socio-racial :

Quelques citations encore illustreront la logique de guerre civile contenue dans cet intégrisme ethnique.

"Les Batutsi sont assoiffés de sang... Ils se sont servi de deux armes contre les Bahutu, l'argent les femmes [d'où interdiction de mariages et d'affaires communes avec les Tutsi, selon les "10 commandements" qui suivent ce texte]... L'idéologie hutu doit être enseignée à tout Muhutu et à tous les niveaux" (*Kangura* , décembre 1990).

"Les inyenzi-inkotanyi sont une race de gens très mauvais. Je ne sais pas comment Dieu va nous aider à les exterminer... Continuons à les exterminer pour que nos petits-enfants n'entendent plus parler d'inkotanyi" (RTL, 2 juillet 1994).

"L'ennemi est parmi nous, des partis traîtres considèrent les inkotanyi comme des frères" (*Murwanashyaka* , MRND,1992)

Le premier ministre Agathe Uwilingiyimana a été tuée par la justice du "peuple majoritaire", sort qui menace toutes les autorités locales "trop peu actives" dans la lutte contre les "cafards" (RTL, 20 avril 1994)

On voit que la diabolisation globale des Tutsi était intimement liée à l'affirmation du monolithisme naturel et nécessaire des Hutu, à la base de l'idéologie dite "Hutu power" qui se répandit au Rwanda à partir de 1993 et dont

de très nombreux Hutu, considérés comme traîtres, "complices" (*ibyitso*), vont aussi être victimes en 1994. Cette radicalisation extrême s'enracine elle aussi dans la pensée officielle depuis trente ans au Rwanda.

Il faut rappeler ici les bases idéologiques de la révolution rwandaise : tout est construit autour du binôme Hutu-Tutsi, traité simultanément sur un mode racial et sur un mode social. "Aspect social de la question raciale indigène", disait le "Manifeste des Bahutu" de 1957. Le mélange de populisme chrétien et de nativisme qui a inspiré au départ la République rwandaise et qui a été offert comme modèle à toute la région, a reposé, plus que jamais sous le régime Habyarimana, sur un double langage fait d'aller et retour entre argumentaire social et argumentaire racial. Le 1789 rwandais n'a pas supprimé les statuts héréditaires, il les a confortés en en permutant le rapport. Selon cette "ethnicité sociale", la minorité tutsi était par définition féodale et conquérante, les Hutus constituaient le "peuple majoritaire" (*rubanda nywumwinshi*) et même le seul vrai peuple rwandais, en fonction d'une autochtonie supposée plus pure. Dès mai 1960 le parti Parmehutu avait déclaré que "le Ruanda est le pays des Bahutu (Bantu) et de tous ceux, blancs ou noirs, tutsi, européens ou d'autres provenances, qui se débarrasseront des visées féodo-colonialistes". Les Rwandais tutsi devenaient des étrangers à peine tolérés dans leur propre pays⁵.

Le système des quotas, structuré sous Habyarimana, n'a fait que concrétiser cette vision. Comme le note Tzvetan Todorov dans un article récent sur les États-Unis⁶, un tel système "introduit pour assurer la diversité à l'intérieur de chaque profession, accrédite au contraire l'idée d'homogénéité au sein de chaque groupe racial". La mise en avant d'une arithmétique ethnique fonde, comme dans tous les intégrismes raciaux, un totalitarisme social. L'inscription héréditaire de la notion de majorité visait en fait à étendre le clientélisme politique à l'échelle d'une "ethnie" tout en faisant de l'autre le bouc émissaire permanent en cas de difficultés. Devant le génocide de 1994, on se demande parfois : est-ce ethnique ou politique ? C'est l'un et l'autre, dans la mesure où il exprime l'explosion d'une politique par définition ethniste : tout Hutu doit alors par nature faire bloc autour de son identité héréditaire au risque d'être dénoncé comme traître, et un Tutsi doit se reconnaître avant tout membre d'une ethnie minoritaire (et non Rwandais) au risque d'être traité d'hypocrite.

⁵ Voir Jean-Pierre CHRETIEN, "La crise politique rwandaise", *Genève-Afrique*, 1992, XXX, 2, pp. 121-140.

⁶ "Du culte de la différence à la sacralisation de la victime", *Esprit*, juin 1995, pp. 90-102.

3) Une culture de violence :

La violence a plongé depuis plus de trente ans toutes les populations du Rwanda et de son voisin burundais dans ce piège idéologique. Outil de conscientisation "ethnique" dans les années 1960 (au Rwanda, puis au Burundi à partir de 1965), la violence de masse qui s'abat simultanément ou alternativement sur des Tutsi et des Hutu fonctionne comme une menace permanente qui joue périodiquement à coup de "prédictions créatrices". Face à la justification "majoritaire" selon le modèle rwandais, se cristallise, notamment dans le cas du Burundi depuis la fin des années 60, la justification sécuritaire de toutes les représailles, jusqu'à un point extrême qui a marqué aussi toute la région, le véritable génocide des élites hutu burundaises en mai-juin 1972.

Nous ne pouvons ici entrer dans le détail des faits. Mais il faut souligner que l'engrenage de la peur et de la haine, d'une crise à l'autre, a été un ferment décisif du processus du génocide parallèlement à la montée en puissance des passions ethniques". Nous avons écrit en 1988 à propos du cas burundais⁷ :

"La peur n'est pas dans le décor du drame, elle en est devenue l'acteur principal. Qu'est-ce qu'être hutu ou tutsi ? Ce n'est ni d'être bantou ou hamite, ni d'être serf ou seigneur ! C'est de se rappeler qui a tué un de vos proches il y a quinze ans ou de se demander qui va tuer votre enfant dans dix ans, chaque fois avec une réponse différente"

Cette peur n'est pas inerte. Elle a été de plus en plus mobilisée depuis dix ans pour "conscientiser" sur une ligne ethnique à coup de victimisation de son camp et de dénonciation des "autres". Il est trop facile d'attiser la mémoire du sang versé, de condamner globalement une ethnie pour justifier "la colère" de l'autre et de prétendre faire payer par des collectivités entières le prix des fautes de quelques-uns de leurs membres ou, pire encore, le prix des fautes supposées de leurs ancêtres et enfin de prophétiser des massacres "inévitables" pour en légitimer d'autres, bien calculés, donc de justifier ce qu'on appellera ensuite des "affrontements interethniques". Dans la propagande du génocide, le thème de l'autodéfense et du "travail" préventif, c'est-à-dire de l'extermination salubre, est omniprésent.

Cela nous conduit à réfléchir sur cette logique de victimisation, dans laquelle s'est inscrite ce qu'on peut appeler l'idéologie hutu rwandaise, même

⁷ "Le clivage ethnique : les jeux du pouvoir, de la peur et de la 'race' ", in *La crise d'août 1988 au Burundi, Cahiers du C.R.A.*, n° 6, Paris, Afera-Karthala, 1989, pp. 39-57.

après trente ans de pouvoir, comme si un fantasme d'inégalité raciale hérité de la colonisation représentait une aliénation durable⁸. Or la victimisation, comme l'écrit encore Todorov⁹, consiste pour un groupe "injustement traité dans le passé" à "s'ouvrir une ligne de crédit inépuisable" pour l'avenir. L'articulation entre communautarisme et victimisation représente une source grave de régression dans le monde actuel, note-t-il aussi. On voit combien cette dérive peut toucher tout groupe et combien, on en reparlera sans doute, les Tutsi du Rwanda peuvent aussi être piégés par le génocide qui les frappés, c'est-à-dire par la réduction de toute leur mémoire à cet épisode tragique, au risque de renier les valeurs nationales rwandaises auxquelles le régime actuel se réfère. Dans ce cas l'idéologie du génocide aurait gagné.

Conclusion :

L'enjeu de cette crise africaine n'a rien, d'exotique. Elle engage des logiques et des valeurs universelles, de la plus brûlante actualité. De façon plus ou moins claire, certains observateurs suggèrent que le génocide du Rwanda serait comme le révélateur d'un clivage allant de soi depuis une période plus ou moins reculée, comme l'expression de confrontations politiques portées en quelque sorte par des "vecteurs" ethniques naturels qui ne mériteraient pas la discussion. C'est faire bon marché de l'idéologie du sang et du sol dont l'exploitation politique a abouti à un projet d'extermination. La même vision fantasmagorique, qui avait cautionné la supériorité raciale des "rois mages" tutsi, a cautionné ensuite les droits primordiaux du "petit peuple" hutu. Dans cette région d'Afrique, le débat sur la démocratie s'est trouvé fourvoyé dans les chimères de ce quiproquo racial. L'antinomie à souligner est celle qui oppose un intégrisme ethnique aux valeurs de la citoyenneté, celle exprimée par un leader l'ANC quand il disait que l'apartheid une fois abolie, il ne se sentait plus porte-parole des intérêts de la blackness, mais de celles de l'human being.

Jean-Pierre CHRETIEN

C.R.A. (Paris 1) - CNRS

⁸ Des amis européens de ce régime rwandais reproduisent étonnamment le même discours. Par exemple le Père Boedts protestait dans *Le Soir* du 6 novembre 1990 contre l'émotion suscitée dans son pays par les milliers d'arrestations effectuées à Kigali, en ces termes : "Les Tutsi sont héritiers d'une brillante culture de cour royale, ils savent manier le verbe. Les médias, au lieu d'aider les "moins parlants" à s'exprimer, ont choisi souvent de laisser la parole aux beaux parleurs". Aujourd'hui encore cette école met en doute les témoignages des rescapés du génocide: les Tutsi ne peuvent être victimes...

⁹ *Esprit*, juin 1995, *op. cit.*